

Les dynamiques Touaregs: MNLA etc Raul M. Braga Pires

La plus grosse erreur faite par les occidentaux, notamment les journalistes, c'est de présenter systématiquement les Touaregs comme une entité " unifiée et homogène ". En réalité ils ne le sont pas et ne cherchent pas à l'être. Chaque tribu touarègue a une histoire ancienne qui la distingue de l'autre. Et leur arrivée au Sahara correspond à des époques différentes comme les contextes historiques dans lesquels ces tribus se sont établies avec le temps pour constituer peu à peu " le semblant de culture commune " qui trompe la vigilance de l'observateur non averti " à la question Touarègue ". En définitive, chaque composante touarègue a ses propres caractéristiques et ses intérêts.

Succinctement, puisque la question est très complexe, le nord du Mali, appelé également Azawad (l'Azawad originel est une cuvette de transhumance située au nord de Tombouctou) est divisée en trois grandes régions.

Au nord-est, la région de Kidal, essentiellement peuplée par la tribu des Ifoghas. Récemment, il a été exotique d'entendre les gens parler de l'Adrar des Ifoghas, surtout avec un accent français. L'Adrar, signifie montagne. La Confédération des Ifoghas est composée des Ifoghas eux-mêmes, des Imghad, des Idnan, des Chamanamas (minoritaire) et d'autres tribus plus petites " inféodées " aux plus grandes.

Au sud-est, la région de Gao et Menaka, essentiellement peuplée par la tribu Imouchar, également connue sous le nom de Iwillimiden. La Confédération Imouchar ou Iwillimiden est composée des Imouchar eux-mêmes, d'une grande partie des Chamanamas (en lien avec les Chamanamas des Ifoghas à Kidal), des Dossahaq et des Kel Essouk. Dans ce cas également, il y a une multitude d'autres petites fractions dépendantes de l'ensemble Imouchar et des sous ensembles cités.

Au sud-ouest, certainement la région la plus connue par les Portugais : Tombouctou. C'est avec un oeil sur l'or en provenance de Tombouctou, que les Portugais ont conquis Ceuta, au nord du Maroc, en 1415 (les célébrations du 600ème anniversaire ont déjà commencé). La région de Tombouctou est essentiellement peuplée par les Kel Ansar, cette Confédération est composée des Kel Ansar proprement dit - famille d'origine Médinoise et Yéménite dont l'ancêtre Infa s'installe dans la région de Tombouctou au milieu du XVIème siècle - , d'une large majorité des Chériffen et d'une grande partie des Berbères intégrés à la confédération Kel Ansar. Cette région est également complexe comme les deux précédentes, concernant les alliances, les fidélités et les relations de entre les différentes composantes de la grande confédération Kel Ansar.

INTEGRATION DE DIFFERENTES TRIBUS AU SEIN DE DIFFERENTS GROUPES REBELLES

MOUVEMENT NATIONAL DE LIBERATION DE L'AZAWAD (MNLA)

Pour parler du présent, nous devons d'abord revenir à 1990 et commencer par la création du Mouvement populaire de libération de l'Azawad (Mpla), un mouvement qui rassemble les Touaregs et les maures du Nord-Mali (groupes arabo-berbères), jusqu'au moment où les Accords de Tamanrasset ont été signés le 6 janvier 1991. Au cours de ces négociations et sous les pressions malienne et algérienne, le " L " de "Libération" a été retiré et le Mpla devient Mpa. Simultanément, le Front Islamique Arabe de l'Azawad (Fiaa) a été créé exclusivement pour faire partie des négociations en cours.

En 1991, le Front populaire de libération de l'Azawad (Fpla) a été créé sous prétexte que les combats internes au sein du Mpa, desserviront la cause touarègue. Le Fpla était principalement constitué par des membres appartenant à la tribu Chamanamas de Gao et Ménaka.

C'est en 1991 aussi que l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (Arla) a été créée par la tribu Imghad de Kidal, Gao et Tombouctou. Cette tribu était historiquement rattachée aux Ifoghas à Kidal, aux Kel Ansar à Tombouctou et aux Imouchar à Gao et à Ménaka.

En 1992, deux nouveaux groupes émergent. Le Front national de libération de l'Azawad (Fnla) qui est composé de la tribu Idnan de Gao et Kidal, puis le Front uni de libération de l'Azawad (Fula), ce dernier était constitué exclusivement des Kel Ansar de Tombouctou et des dissidents du Mpa et du Fpla issus d'autres factions Touarègues de cette région.

Il existait déjà quatre mouvements (Mpa, Fpla, Arla et Fiaa) qui négociaient avec l'Algérie. Par conséquent le Mouvement et front unifié de l'Azawad (Mfua) émerge, et signe le Pacte national du 11 Avril de la même année.

Le Fnla et le Fula n'intègrent pas le Mfua, parce qu'ils ont été créés après la signature du pacte, mais en 1994 ils furent acceptés au moment où l'ensemble du Mfua intègre l'administration malienne, les corps militaires et paramilitaires. Or, les périodes de paix étaient surtout propices afin d'intégrer ceux qui ont créé des ruptures au passé, particulièrement en 1996 où tous les mouvements ont cessé d'exister officiellement, sans que les tensions encore vivantes ne soient effacées de la mémoire.

Pour comprendre les dynamiques et les rapports des forces actuelles, il est important de revenir à 2011, quand la rébellion libyenne avançait depuis Benghazi vers Tripoli. Il était fondamental d'empêcher le bataillon du colonel Mohamed Ag Nagim d'aller vers Tripoli pour aider Mouammar Kadhafi. Ce fut le plus important bataillon intégré dans le régiment basé à Benni Walid, à sud-est de Tripoli et commandé par Khamis Kadhafi, avec près de 400 Touaregs issus principalement des deux tribus, Idnan et Chamanamas, avec des éléments Ifoghas, munis de 160 véhicules et toutes sortes d'armement. C'était le moment où les Touaregs intégrés dans l'appareil militaire libyen ont rompu avec le régime, sous l'influence française.

C'est peut-être le fait le plus important pour comprendre l'actuelle pression de la France pour "imposer" la Mnla comme une force "officielle" et "incontournable" avec laquelle il faut composer dans les négociations. La principale force militaire du Mnla réside dans ce groupe sorti à l'époque de Libye pour affaiblir Mouammar Kadhafi et dans le but de combattre Aqmi, plus tard, au Sahel. "Opération soigneusement préparée par les services de Nicolas Sarkozy, l'ancien président français", disent les observateurs.

Un autre détail, allant dans le même sens : c'est le traitement différent réservé aux Touaregs du Niger, revenus aussi de Libye fin 2011. Ils ont été réintégrés rapidement aux systèmes nigérien.

Le Mnla a été créé officiellement en octobre 2011, sous forme d'évolution du Mouvement national de l'Azawad (Mna). Association créée par des jeunes étudiants Touaregs, en 2010, les deux groupes (les "déserteurs" Libyens et les jeunes du Mna) font coalition avec des hommes d'Ibrahim Ag Bahanga, le dernier rebelle des années 2000, qui tenait encore tête à Bamako avant de mourir dans un mystérieux accident de voiture, quelque temps avant le début des hostilités du Mnla en 2012.

Quand la rébellion a été lancée en janvier 2012, elle a ressuscité un certain espoir parmi les jeunes délaissés par Bamako, mais les adhésions étaient très faibles en comparaison à la rébellion de 1990. Le Mnla a été plus populaire à l'est du pays que dans la zone de Tombouctou. Après quelque temps les populations ont commencé à comprendre que le projet de ce mouvement n'était pas aussi clair

qu'annoncé, surtout après avoir conclu une alliance stratégique avec Ansar Eddine, et après la déclaration de l'indépendance de l'Azawad, le 6 avril 2012.

Les attaques faites par le Mnlà dans toutes les villes, exceptée la première qui a eu lieu à Ménaka, le 17 janvier, étaient menées conjointement et en coordination avec Ansar Eddine et Aqmi. Ces faits ont joué contre la réputation du mouvement dit " indépendantiste ". L'attaque la plus barbare, celle de Aguel'hoc, dans la région de Kidal, le 24 janvier, où près de cent soldats maliens ont été collectivement décapités, marqua longuement les esprits.

D'autre part, la résistance manifestée par les azawadiens de l'ouest, surtout ceux la tribu Kel Ansar de Tombouctou contre l'agenda du Mnlà, était directement liée au comportement de ces hommes qui disent aussi appartenir à un mouvement laïque mais agissant avec et comme des extrémistes et qui détruisent toutes les infrastructures devant eux.

Autrement dit, le comportement du Mnlà démontre un manque de vision d'avenir, aux yeux de beaucoup, ce qui était inacceptable pour ceux qui ont un patrimoine historique à préserver et à défendre, comme c'est le cas des habitants de Tombouctou.

Sur le plan tribal, il faut signaler des ruptures dans les relations entre les groupes, comme l'illustre les rapports entre deux colonels en mai-juin 2012. Le colonel Assalat Ag Habi, Chamanamas, qui n'acceptait pas les commandements du colonel Mohamed Ag Nagim, Idnan, et rejoint Ansar Eddine dirigé par Iyad Ag Ghaly, dont Ag Habi était un proche pendant que ce dernier était au Mnlà. Ce mouvement niait publiquement toute relation avec Ansar Eddine.

Il y a également des témoins qui mentionnent que certains membres du Mnlà " coopèrent directement avec Aqmi", en dénonçant également d'autres adhérents qu'ils veulent éliminer du mouvement. Aujourd'hui, pour beaucoup, le Mnlà n'existe pas politiquement, il n'est pas transversal aux trois régions du nord. Et pour ces opinions, s'il existe un peu militairement, c'est parce qu'il est soutenu par les Français qui, durant l'Opération Serval, ont reformé le groupe armé en lui donnant une nouvelle vie après qu'il ait été défait par les salafistes dans ses différentes positions à Gao et Tombouctou, notamment. Le Mnlà a été replacé à Kidal, fief d'Ansar Eddine, pour aider l'opération française dans sa traque contre les terroristes dans l'Adrar des Ifoghas.

ANSAR EDDINE

Dirigé par Iyad Ag Ghali, l'un des plus charismatique rebelle de 1990, il voit ses chances de diriger le Mnlà bloquées, sous prétexte, - entre autres - qu'il a été trop près de Bamako dernièrement. Le président Amadou Toumani Touré (ATT) l'avait envoyé comme consul en Arabie Saoudite en 1996, où il a apparemment noué ses premiers contacts avec Al Qaeda. Le groupe Ansar Eddine a toutes les caractéristiques d'une branche d'Aqmi, qui devrait présenter l'islam d'une manière moins stricte que " la nébuleuse", afin de gagner les coeurs de la population, ce qui indique également le choix de son nom. Les Ansars étaient les habitants d'origine Yéménites établis à Médine. Ils avaient secouru le prophète de l'Islam qui était rejeté par les siens à La Mecque. L'ouest de la région de l'Azawad, notamment Tombouctou, est habité par les Kel Ansar, descendants directs de ces compagnons du prophète. Ce qui ne fera d'ailleurs pas adhérer les Kel Ansar de Tombouctou à Ansar Eddine. Bien au contraire, les membres de cette tribu rejetaient catégoriquement cette forme d'Islam qu'ils jugeaient incompatible avec le leur culturels, syncrétiques et culturelles.

Sur le plan tribal, la base est Ifoghas avec d'autres sous ensembles de la région de Kidal. Le taux d'adhésion à ce mouvement islamiste, à part des cas occasionnels guidés par l'intérêt immédiat, avant l'intervention française, était considérée comme le plus fort enrôlement, mais l'alliance établie par ce mouvement avec le Mnlà l'a également affaibli. La recomposition des relations de dépendance entre les tribus majoritaires et minoritaires se solde par une augmentation des effectifs

au sein d'Ansar Eddine. Pour cette raison, la tribu Chamanamas a rompue avec le Mnla et a rejoint Ansar Eddine, un moment où ce dernier apparaissait comme le maître sur le terrain. De plus, les Chamanamas avaient du mal à accepter l'hégémonie de la tribu Idnan, au sein du Mouvement (Mnla).

Au début de l'opération Serval, menée par les français au nord du Mali, selon des logiques de survie ainsi que la possibilité de pouvoir revenir à la table de négociation d'une manière "propre", Ansar Eddine s'est dispersé. Le Mouvement Islamique de l'Azawad (Mia), une dissidence de Ansar Eddine fait scission et se déploie à Kidal, "en renonçant" à la charia et en réclamant l'ouverture de dialogue avec Bamako.

MUJAO: LE MOUVEMENT POUR L'UNICITE ET LE JIHAD EN AFRIQUE OCCIDENTALE

Selon la même logique, le Mujao, composé en grande partie de l'ethnie Songhoï (une ethnie de sédentaires noirs de Gao et de Tombouctou), y compris des Maures aussi, des Peulhs, quelques Touaregs, des Nigériens, des Sahraouis ainsi que des Mauritaniens (la principale force de ce groupe, c'est qu'il est composé notamment de trafiquants de drogue), est issu d'une scission d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), il a été créé pour conquérir les cœurs à Gao, le fief des Songhoï. Il y a des avis qui prétendent que le groupe a été créé après des confrontations internes au sein d'Aqmi, entre l'un de ses idéologues Abu Zeid (tué lors raids français dans le massif des Ifoghas) et Mokhtar Belmokhtar, celui qui a mené la prise d'otages qui a eu lieu à In Amenas, structure pétrolière d'huile et de gaz, en Algérie. La dernière double attaque du Mujao au Niger, le 23 mai, contre la base militaire à Agadez et les installations d'Areva à Arlit avait comme nom de code "Opération Abu Zeid" en hommage à ce "martyr", l'opération a été également revendiquée par le groupe de Mokhtar Belmokhtar dont on dit qu'il a coordonné et surveillé personnellement toute l'opération.

L'autre explication de la création de ce groupe, réside dans son nombre considérable de Mauritaniens. Ils y sont près de 200 et étaient souvent sous le contrôle des officiers algériens. Avec cette scission les Mauritaniens peuvent finalement être dirigés par des Mauritaniens.

MOUVEMENT ARABE DE L'AZAWAD (MAA)

Le Maa a surgi du "résidu" d'une milice arabe armée créée et propulsée par l'ancien président malien Amadou Toumani Touré, en 2009. Le Maa a été renforcé en 2012 par des éléments identifiés comme des trafiquants de drogue. Le groupe est suspecté de liaison avec le Mujao, dans le but de lutter contre le Mnla, notamment dans les villes, d'In Khalil et Anefis, dans la région de Kidal. Le Maa dit "représenter les Arabes du Nord-Mali". Il a été récemment invité à rejoindre le processus de négociations avec le gouvernement malien, à Ouagadougou, sous l'égide du président burkinabé Blaise Compaoré.

ACTUALITE ET PERSPECTIVES A VENIR !

KIDAL : ENJEU ELECTORALE ET SOUVERAINETE DE L'ETAT MALIEN.

Avant l'accord signé, pour la formation "d'une commission commune des négociations", entre le Mnla et Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (Hcua), il y a quelques jours à Ouagadougou, sous l'égide du médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), dans la crise malienne, il y a un profond rapport des forces, entre les deux groupes Touaregs. Cette confrontation illustre la recombinaison de la confédération Touarègue de la région de Kidal, notamment vis-à-vis de ses sous-ensembles. Le Mnla est d'obédience Idnan, tandis que le Hcua a été récemment créé par le chef traditionnel des Ifoghas de la région. Les relations sont tendues entre ces factions, ces derniers temps, même si les deux entités "se mettent d'accord" pour refuser, pour l'instant, la présence de l'armée et de l'administration malienne à Kidal.

Le Mnla avait procédé, début juin, à des arrestations "d'hommes de type noirs africains", à Kidal,

avant d'en expulser une majorité vers Gao, tandis qu'une partie est restée aux mains de ce groupe qui les accusent " d'espionnage au service de Bamako ". C'est ce qui a déclenché, l'attaque de l'armée malienne, mercredi 5 juin, dans la localité d'Anéfis jusqu'alors tenue par le Mnl, qui a été repoussé vingt kilomètres plus à l'est, en direction de Kidal, située à une centaine de kilomètres d'Anéfis.

Si les deux groupes pourraient faire "front commun" contre l'armée malienne si elle se décidait à lancer une offensive militaire pour reprendre Kidal, leurs frictions internes veulent exposer des lignes de conduites distinctes.

Le Hcu tente de rassembler et fédérer les différents mouvements et organisations, afin de garder l'hégémonie Ifoghas dans son territoire de Kidal. En gardant plus d'influence que le Mnl, le Hcu veut faire figure de principal interlocuteur dans les prochaines négociations. " Le pouvoir à Bamako a joué la carte Ifoghas", selon un observateur qui connaît bien la région, "pour faciliter le retour de l'administration malienne à Kidal ", dans la perspective des élections présidentielles prévues à partir du 28 juillet 2013. Ces scrutins sont réclamés par la Communauté Internationale, qui a déjà mobilisés 3,2 milliards d'euros pour reconstruire le Mali, dont 125 millions sont exclusivement destinés à l'organisation des élections.

Le Hcu permettra "l'union" des islamistes, des laïcs avec quelques trafiquants reconvertis, accolés à l'élite traditionnelle de Kidal capable de "blanchir" et d'intégrer cette mixité devenue "fréquentable ". La preuve réside dans la dissolution récente du Mia, qui intègre la nouvelle institution en faisant "oublier " que ces membres étaient "hier" au sein d'Ansar Eddine, ceux qui faisaient appliquer la charia, durement au Nord-Mali.

L'agenda des élections bouscule les choses. L'Etat malien veut impérativement récupérer Kidal avant cette date butoir, pour recouvrer la totalité de l'intégrité territoriale et pour calmer les opinions de Bamako qui n'en finissent pas de scander "A quand l'armée malienne à Kidal ?" Alors, Bamako a nommé un émissaire spécial pour négocier avec les groupes armés "fréquentables". Suite, à la signature du protocole de rapprochement entre ces groupes, à Ouagadougou, la première rencontre officielle, entre le représentant de Bamako : Tiébé Dramé, et la commission de négociation des mouvements du nord, a lieu vendredi 7 juin. La rencontre est encadrée par Blaise Compaoré, le médiateur de la Cédéao. Les discussions déboucheront sur la signature d'un accord-cadre.

L'émissaire de Bamako veut dissuader aussi bien le Mnl, le Hcu que le Maa, pour les faire renoncer à l'action armée et permettre ainsi, par la négociation, le retour de l'administration et de l'armée malienne à Kidal, la tenue des élections ainsi que le déploiement des soldats de la Minusma : la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, sans trop d'entraves.

TOMBOUCTOU : LA MARCHÉ DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Dans les recommandations faites aux mouvements armés du nord - Mnl, Hcu, et Maa -, il y a lieu de se transformer en force politique pour compter. C'est ce qui est en phase d'advenir si les mouvements acceptent de cantonner en renonçant à l'option militaire. Un groupe qui porte des revendications sans armes, peut être considéré comme un parti politique en gestation. Sur ce point, dans les tendances actuelles, les Tombouctiens "sont en avance" sur les autres dynamiques Touarègues.

Les Kel Ansar, la principale confédération touarègue de la région de Tombouctou, non impliquée dans les mouvements armés, s'organise sous l'aspect de la société civile pour peser dans le processus de réconciliation malienne et jouer un rôle dans la reconstruction du pays. La composante

sociale des Kel Ansar, est l'une des plus influentes parmi les grands ensembles Touaregs au Mali.

"La dynamique Kel Ansar" actuelle compte numériquement les plus importantes élites intellectuelles du monde Touareg. Leur "Organisation des sociétés civiles de l'Azawad" (Oscs), active notamment auprès des réfugiés maliens en Mauritanie, penchera avec les acteurs du dossier malien (Gouvernement, Commission dialogue et réconciliation, Commission des mouvements armés, représentants des entités Touarègues de Gao et Ménaka, les communautés sédentaires du Nord-Mali), une fois le nouveau président malien élu, sur la reconstruction du pays.

Car si Bamako négocie aujourd'hui avec le Mlna, le Hcua et le Maa, pour "repandre Kidal" et pour organiser les élections dans un climat sécuritaire serein, les pourparlers se poursuivront avec le prochain président. Il sera notamment question des problèmes de fond : le statut politique et juridique du Nord-Mali, les projets de décentralisation et de développement de cette région.

"L'option de Tombouctou" plaide pour un fédéralisme "indispensable à tout le Mali", comme le dit Abdoullahi Ag Mohamed El Maouloud Ansari, fin connaisseur du Mali du nord au sud, qui avait présenté le projet "Le Mali Fédéral", lors d'une réunion à l'Assemblée nationale française, le 16 mai, organisée par le Centre pour le dialogue humanitaire, avec la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, sous le thème " Quelle nouvelle gouvernance pour le Mali ?"

En conclusion, dans une telle diversité ethnique, tribale, historique et culturelle au sein d'un Mali, si vaste, entre désert et savane, il est certainement plus judicieux d'opter pour l'option la moins pire, la plus durable, la plus consensuelle, pour refonder ce pays totalement désintégré. Le scénario actuel est-il propice à cette solution ? L'avenir nous le dira !

CE TEXTE VOUS A ETE PROPOSE PAR PAMBAZUKA NEWS

* Ne vous faites pas seulement offrir Pambazuka ! Devenez un Ami de Pambazuka et faites un don MAINTENANT pour aider à maintenir Pambazuka LIBRE et INDEPENDANT !

<http://www.pambazuka.org/fr/friends.php>

** Raul M. Braga Pires Journaliste et chercheur portugais (Source : <http://expresso.sapo.pt>)

*** Veuillez envoyer vos commentaires à editor@pambazuka.org ou commentez en ligne sur le site de Pambazuka News

<http://www.pambazuka.org/fr/category/features/87939>